



Since 2005
SOUTHERN AFRICA
LITIGATION CENTRE
Dignity | Equality | Justice | Freedom

cospe
TOGETHER FOR CHANGE



#WeBelongAfrica

5 juillet 2022

DÉCLARATION APPELANT LES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC À DONNER LA PRIORITÉ AUX DROITS LGBTIQ+

En mars 2022, plus de 60 militants LGBTIQ+ de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se sont réunis à Johannesburg pour renforcer la collaboration régionale et promouvoir des stratégies qui font progresser les droits et le bien-être des personnes LGBTIQ+ dans la région de l'Afrique australe.

La convocation a noté que peu d'États membres de la SADC avaient pris des mesures pour mettre en œuvre la résolution de 2014 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur la protection contre la violence et les autres violations des droits de l'homme à l'encontre des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre réelle ou supposée.

Conformément à la résolution 275, nous appelons tous les États membres de la SADC à mettre fin à tous les actes de violence et d'abus, qu'ils soient commis par des acteurs étatiques ou non étatiques, notamment en promulguant et en appliquant efficacement des lois appropriées interdisant et punissant toutes les formes de violence, y compris celles visant les personnes sur la base de leur orientation sexuelle ou identité de genre présumée ou réelle, en garantissant une enquête appropriée et des poursuites diligentes contre les auteurs, et en établissant des procédures judiciaires adaptées aux besoins des victimes.

En tant que militants LGBTIQ+ basés dans la SADC, nous appelons à une réforme législative et politique dans toute la région pour reconnaître le droit à la dignité et à la non-discrimination de toutes les personnes. Nous exhortons les États membres à réformer les lois pénales qui ciblent les personnes en fonction de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur choix en matière de procréation ou de leur statut économique.

En tant que citoyens LGBTIQ+ de la SADC, nous appelons en outre à des efforts accrus des États membres pour favoriser l'inclusion sociale, notamment en reconnaissant la diversité des relations familiales qui existent dans la réalité et en veillant à ce que les défenseurs des droits de l'homme travaillent dans un environnement favorable, exempt de stigmatisation et de représailles.

En tant que militants LGBTIQ+ de la SADC, nous reconnaissons les efforts déployés au fil des ans pour lutter contre les impacts du VIH sur les HSH, les femmes transgenres et les hommes homosexuels. Nous observons cependant des lacunes dans les besoins médicaux personnalisés et affirmés des personnes LGBTIQ+, avec un accent particulier sur les personnes transgenres et intersexuées. Par conséquent, nous appelons les États membres à redoubler d'efforts pour élargir l'accès aux soins de santé universels, y compris les soins de santé sexospécifiques pour les personnes transgenres.

Là où les États membres ont pris des mesures positives pour inclure les personnes LGBTIQ+ dans les programmes de soins de santé, les femmes et les hommes transgenres LBQ+ restent exclus des

#ÉgalEnsemble #QueerSansFrontières



ressources, de la production de preuves et des structures de gouvernance. Nous appelons donc les États membres à accorder la priorité aux femmes et aux hommes transgenres LBQ dans les stratégies, les ressources et la génération de preuves liées aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive (SDSR), et à accorder la priorité aux personnes intersexuées dans les réformes politiques et juridiques.

Nous appelons enfin tous les États membres de la SADC à se tenir mutuellement responsables d'assurer la domestication des traités régionaux et internationaux pour sauvegarder les droits humains fondamentaux de tous les citoyens.